

5-1791/1 (Sénat)
53-2469/001 (Chambre)

Sénat et Chambre des représentants de Belgique

SESSION DE 2012-2013

12 SEPTEMBRE 2012

**La situation en République Démocratique
du Congo**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES
ET DE LA DÉFENSE DU SÉNAT
ET DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES
DE LA CHAMBRE
DES REPRÉSENTANTS
PAR
MME ARENA (S),
M. DE BRUYN (S),
MME BOULET (CH)
ET M. DALLEMAGNE (CH)

5-1791/1 (Sénat)
53-2469/001 (Kamer)

Belgische Senaat en Kamer van volksvertegenwoordigers

ZITTING 2012-2013

12 SEPTEMBER 2012

**De toestand in de Democratische
Republiek Congo**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN
EN VOOR DE LANDSVERDEDIGING
VAN DE SENAAT EN DE COMMISSIE
VOOR DE BUITENLANDSE
BETREKKINGEN VAN DE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW ARENA (S),
DE HEER DE BRUYN (S),
MEVROUW BOULET (K)
EN DE HEER DALLEMAGNE (K)

		Composition de la Commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat/ Samenstelling van Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en Landsverdediging van de Senaat: Président/Voorzitter : Karl Vanlouwe.
Membres/Vaste leden :		Suppléants/Plaatsvervangers :
N-VA	Piet De Bruyn, Patrick De Groot, Karl Vanlouwe, Luc Sevenhans.	Frank Boogaerts, Huub Broers, Lieve Maes, Elke Sleurs, Helga Stevens.
PS	Marie Arena, Philippe Mahoux, Olga Zrihen.	Hassan Bouseffa, Fatiha Saidi, Louis Siquet, Muriel Targnion.
MR	Armand De Decker, Dominique Tilmans.	Jacques Brotchi, Christine Defraigne, Richard Miller.
CD&V	Sabine de Bethune, Rik Torfs.	Jan Durnez, Cindy Franssen, Peter Van Rompuy.
sp.a	Bert Anciaux, Marleen Temmerman.	Fatma Pehlivian, Ludo Sannen, Fouzaya Talhoui.
Open Vld	Rik Daems.	Nele Lijnen, Bart Tommelein.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.	Yves Buysse, Bart Laeremans.
Écolo	Jacky Moraël.	Zakia Khattabi, Claudia Niessen.
cdH	Vanessa Matz.	André du Bus de Warnaffe, Dimitri Foumy.
Composition de la Commission des Relations extérieures de la Chambre des représentants / Samenstelling van de Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers:		
Président/Voorzitter : François-Xavier de Donnea.		
Membres/Vaste leden :		Suppléants/Plaatsvervangers :
N-VA	Ingeborg De Meulemeester, Els Demol, Daphné Dumery, Peter Luyckx.	Zuhal Demir, Jan Jambon, Bert Maertens, Nadia Smits, Jan Van Esbroeck.
PS	Philippe Blanchart, Guy Coëme, Patrick Moriau, Christian Vienne.	Anthony Dufrane, André Frédéric, Olivier Henry, Rachid Madrane, Özlem Özen.
MR	François-Xavier de Donnea, Corinne De Permentier.	Daniel Bacquelaine, Denis Ducarme, Katrin Jadin.
CD&V	Roel Deseyn, Kristof Waterschoot.	Stefaan De Clerck, Gerald Kindermans, Nathalie Muylle.
sp.a	Dirk Van der Maele.	Caroline Gennez, Bruno Tuybens.
Écolo-Groen!	Eva Brems.	Juliette Boulet, Wouter De Vriendt.
Open Vld	Herman De Croo.	Gwendolyn Rutten, Lieve Wierinck.
Vlaams Belang	Alexandra Colen.	Annick Ponthier, Bert Schoofs.
cdH	Georges Dallemande.	Christian Brodtcorne, Myriam Delacroix-Rolin.

I. INTRODUCTION

Le 12 septembre 2012, Monsieur Didier Reynders, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes a donné un exposé sur la situation en République démocratique du Congo (RDC) au cours d'une réunion commune de la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat et la commission des Relations extérieures de la Chambre des représentants à l'occasion de son voyage au Congo et Rwanda du 19 au 26 août 2012.

II. EXPOSÉ DE M. DIDIER REYNDERS, VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DES AFFAIRES EUROPÉENNES

Le ministre s'est rendu à Kinshasa, Lubumbashi, Bukavu, Goma, Gisenyi et Kigali du 19 au 26 août 2012. Lors de ce périple, il a rencontré du côté congolais : le président Kabila, M. Matata, premier ministre, M. Raymond Tshibanda, ministre des Affaires Etrangères, M. Justin Kalumba, ministre des Transports, le Président de l'Assemblée Nationale, des représentants de la MONUSCO (Mission de l'Organisation des Nations unies pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo), de l'opposition et de la société civile. Du côté rwandais, le ministre a vu le président Kagame et Mme Louise Mushikiwabo, ministre des Affaires Etrangères. L'objectif de cette visite n'était pas d'entreprendre une médiation, mais d'écouter et d'encourager les deux pays à poursuivre une solution négociée et pacifique à la crise actuelle.

Les mesures les plus urgentes doivent viser à mettre fin à la rébellion au Nord-Kivu, à arrêter les violences et à faire respecter l'intégrité du territoire congolais. Le M23 (le mouvement rebelle du 23 mars) a déjà constitué un gouvernement et installé une administration dans la région. Il a également entamé le prélèvement de taxes. Cette rébellion a suscité des actes particulièrement violents. En outre, la situation actuelle a fait renaître ou du moins renforcé toute une série d'autres groupes armés comme les Mai-Mai et FDLR.

Le ministre souligne que l'enlisement de la présente situation risque de déstabiliser la RDC et d'entraîner une escalade dans les sanctions prises, entre autre par la suspension de l'aide à l'égard de certains États.

Les présidents des États congolais et rwandais ont tous deux réaffirmé leur volonté d'organiser et

I. INLEIDING

Op 12 september 2012 heeft de heer Didier Reynders, Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken, een uiteenzetting gehouden over de situatie in de Democratische Republiek Congo (DRC) tijdens een gezamenlijke bijeenkomst van de Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en voor de Landsverdediging van de Senaat en de Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers, naar aanleiding van zijn reis naar Congo en Rwanda van 19 tot 26 augustus 2012.

II. UITEENZETTING VAN DE HEER DIDIER REYNDERS, VICE-EERSTEMINISTER EN MINISTER VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN EUROPESE ZAKEN

De minister is in de periode van 19 tot 26 augustus 2012 naar Kinshasa, Lubumbashi, Bukavu, Goma, Gisenyi en Kigali geweest. Tijdens die rondreis heeft hij de volgende Congolese personen ontmoet : president Kabila, de heer Matata, eerste minister, de heer Raymond Tshibanda, minister van Buitenlandse Zaken, de heer Justin Kalumba, minister van Vervoer, de voorzitter van de Nationale Assemblee, vertegenwoordigers van MONUSCO (United Nations Organisation Stabilisation Mission in the Democratic Republic Congo), van de oppositie en van het middenveld. Aan Rwandese kant had de minister ontmoetingen met president Kagame en mevrouw Louise Mushikiwabo, minister van Buitenlandse Zaken. Het doel van deze reis was niet om aan bemiddeling te doen, maar om te luisteren en de twee landen aan te moedigen om tot een onderhandelde en vreedzame oplossing te komen voor de huidige crisis.

De dringendste maatregelen zijn die welke een einde moeten maken aan de rebellie in Noord-Kivu en aan het geweld, en die bovendien de integriteit van het Congolese grondgebied waarborgen. De M23 beweging (de rebellenbeweging van 23 maart) heeft in de regio al een regering samengesteld en een bestuur ingericht. Ook is zij begonnen met het innen van belastingen. Deze opstand heeft er voor gezorgd dat er zeer zwaar geweld is gepleegd. Ook heeft de huidige situatie een hele reeks andere gewapende groepen zoals Mai-Mai en FDLR, doen heropstaan of versterkt.

De minister benadrukt dat stilstand in de huidige situatie betekent dat de DRC gedestabiliseerd kan raken en de sancties kunnen escaleren, onder andere door de hulp aan bepaalde Staten op te schorten.

De presidenten van Congo en Rwanda hebben allebei opnieuw bevestigd dat zij een bilaterale en

d'approfondir un dialogue bilatéral et régional pour mettre fin à la rébellion. Ils souhaitent aborder différents thèmes fondamentaux, notamment la situation des réfugiés, les questions foncières, le droit de nationalité, la lutte contre l'impunité, la protection de la frontière entre les deux pays, l'exploitation des matières premières (pétrole, gaz) et des projets de coopération transfrontaliers. La Belgique ainsi que d'autres partenaires pourraient accompagner ce processus, y compris en ce qui concerne la vérification de sa mise en œuvre.

Le message délivré par le ministre aux autorités rwandaises a été très clair : le Rwanda ne peut se contenter de participer à l'arrêt des violences, mais il doit aussi condamner publiquement la rébellion et exprimer clairement sa volonté de respecter l'intégrité territoriale de la RDC. Il doit aussi contribuer à la recherche d'une solution au niveau régional.

De son côté, la RDC doit fournir des efforts importants pour éviter de réintégrer des mutins dans l'armée, pour créer une armée nationale qui répond à une seule chaîne de commandement et est entièrement professionnalisée. La Belgique contribue par ailleurs à ces efforts par des formations. La RDC doit en outre envisager une solution pacifique qui permet d'autres façons d'intégrer dans la société, ceux qui le souhaitent. De plus, il faut soutenir l'ensemble de la réforme du secteur de sécurité, notamment l'armée, la police et la justice afin de rétablir l'État de droit sur l'ensemble de son territoire.

La Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL), une initiative régionale, se poursuit.

Un sommet des chefs d'État a été organisé les 7 et 8 septembre derniers à Kampala, mais sans la présence du président Kagamé. Il faut éviter que l'action menée au niveau régional n'ait pour seul objectif des manœuvres dilatoires. Il est en effet essentiel de maintenir la pression sur les États concernés. La force neutre internationale reste la solution privilégiée par la région pour ramener le calme et restaurer l'intégrité du territoire congolais, mais elle prend du temps à se mettre en place. Ce processus doit être accéléré. Si cette force voit le jour, elle devra travailler en collaboration avec la MONUSCO.

Le mécanisme conjoint de vérification de l'embargo sur la vente d'armes sera relancé ce vendredi 14 septembre à Goma. Il faut conforter cette logique d'arrêt des violences.

La problématique de la lutte contre l'impunité des criminels se trouve également au cœur du débat. Il est

regionale dialoog willen organiseren en uitdiepen, om een eind te maken aan de opstand. Zij wensen een aantal fundamentele thema's te bespreken en meer bepaald de situatie van de vluchtelingen, kwesties van land, het recht op nationaliteit, de bestrijding van de straffeloosheid, hoe de grens tussen beide landen bewaakt moet worden, de ontginnings van grondstoffen (olie, aardgas) en grensoverschrijdende samenwerkingsplannen. België en andere partners zouden dit proces kunnen begeleiden, ook op het vlak van de controle bij de uitvoering ervan.

De boodschap van de minister aan de Rwandese overheid was heel duidelijk : Rwanda mag zich niet tevreden stellen met het stopzetten van het geweld, maar dient de opstand ook publiekelijk te veroordelen en duidelijk kenbaar maken dat het de territoriale integriteit van de DRC wenst te respecteren. Het land moet ook bijdragen aan het vinden van een oplossing op regionaal vlak.

Van zijn kant dient de DRC grote inspanningen te leveren zodat de rebellen niet opnieuw in het leger worden opgenomen en dient er een nationaal leger te worden opgericht met één hoofdbevelhebber en dat volledig professioneel is. België steunt deze inspanningen trouwens door opleidingen aan te bieden. De DRC moet bovendien een vreedzame oplossing vinden, waarbij zij die dit wensen op andere manieren in de samenleving kunnen worden opgenomen. Ook moet de hele hervorming van de veiligheidssector ondersteund worden, meer bepaald van het leger, de politie en het gerecht, om over het gehele grondgebied opnieuw een rechtsstaat te installeren.

De internationale conferentie over het gebied van de Grote Meren (ICGLR) is een regionaal initiatief dat wordt voortgezet.

Op 7 en 8 september was er in Kampala een top van de Staatshoofden, waar president Kagamé echter niet aanwezig was. Men dient ervoor te zorgen dat de actie die op regionaal vlak wordt gevoerd niet enkel dient om vertragende maatregelen door te voeren. Het is immers essentieel om druk te blijven uitoefenen op de betrokken Staten. Een internationale neutrale macht blijft de oplossing die volgens de regio de beste is om de toestand te kalmeren en de integriteit van het Congolese grondgebied te herstellen, maar het kan even duren voor dit werkelijkheid wordt. Dit proces dient versneld te worden. Als er een dergelijke macht wordt geïnstalleerd, moet dit gebeuren in samenwerking met MONUSCO.

Het gezamenlijke mechanisme van controle op het embargo tegen de wapenverkoop zal op vrijdag 14 september in Goma opnieuw worden gelanceerd. Men dient de denkwijze waarmee die een eind wil maken aan het geweld te ondersteunen.

Ook het probleem van de bestrijding van de straffeloosheid staat centraal in het debat. Er dient

impératif de trouver une solution efficace en la matière qui pourrait être appuyée par la région. En effet, les violences au Nord-Kivu sont notamment liées à la volonté exprimée au niveau international d'arrêter Bosco Ntaganda. Les présidents de la RDC et du Rwanda ont pris des engagements clairs à ce sujet.

La priorité du mandat de la MONUSCO est de protéger la population. Dans ce contexte, la MONUSCO a effectué des opérations contre les rebelles et elle assume la protection des centres les plus peuplés comme la ville de Goma. Le nouveau mandat qui lui a été accordé met aussi davantage l'accent sur la réforme des forces de sécurité.

Ces divers éléments seront abordés au cours de la 67^e session de l'Assemblée générale des Nations unies, qui s'ouvrira le 18 septembre 2012.

La situation humanitaire dans l'Est du pays est catastrophique, pas seulement au Nord-Kivu, mais dans les régions voisines également, puisque le vide laissé par la concentration des efforts contre les rebelles, est utilisé par d'autres groupes armés qui commettent des actes très violents à l'encontre de la population locale.

La Belgique soutient les programmes des grandes agences humanitaires, ainsi que plusieurs projets à travers notre ligne budgétaire de consolidation de la paix. Lorsque le ministre était dans la région, il a visité des camps de réfugiés.

Le ministre a notamment visité l'hôpital de Panzi, à Bukavu, où le Dr Mukwege (qui a reçu le prix de la Fondation Roi Baudouin pour son action) aide les femmes qui ont subi des violences sexuelles. Cet hôpital est également soutenu par la Belgique.

Lors du dernier sommet qui a eu lieu à Kampala les 7 et 8 septembre 2012, peu de progrès ont été réalisés en vue de résoudre la crise. Il faut néanmoins continuer à faire pression sur le Rwanda afin qu'il participe à la recherche d'une solution.

Lors de la récente réunion des ministres européens des Affaires étrangères à Chypre, durant une réunion informelle, dite Gymnich, il a été insisté sur le fait que la pression diplomatique doit être très forte et doit se faire de manière identique sur l'ensemble des acteurs. Les autorités rwandaises doivent être invitées à travailler à la recherche d'une solution. Ce travail doit se faire de manière coordonnée au niveau européen et international.

Les différents groupes au sein de l'UE se concerteront dans les jours qui viennent sur une approche coordonnée de la problématique de l'aide budgétaire au Rwanda, le Fonds européen de développement, la

hier voor absoluut een doeltreffende oplossing te komen, die de steun van de regio kan krijgen. Het geweld in Noord Kivu houdt namelijk verband met het feit dat er op internationaal niveau sprake is om Bosco Ntaganda te arresteren. De presidenten van de DRC en van Rwanda hebben hieromtrent een duidelijk standpunt ingenomen.

Het MONUSCO mandaat heeft in de eerste plaats tot taak de bevolking te beschermen. In die context heeft MONUSCO operaties tegen de rebellen uitgevoerd en beschermde het de dichtstbevolkte centra, zoals de stad Goma. In het nieuwe mandaat wordt ook de nadruk gelegd op de hervorming van de veiligheidsdiensten.

Die verschillende elementen zullen besproken worden tijdens de 67ste zitting van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties, die begint op 18 september 2012.

De humanitaire situatie in het Oosten van het land is verschrikkelijk. Dit geldt niet alleen voor Noord-Kivu maar ook voor de aangrenzende gebieden, aangezien het vacuum dat ontstond nadat de rebellen bestreden waren, wordt opgevuld door gewapende groepen die zeer gewelddadig zijn tegenover de plaatselijke bevolking.

België steunt de programma's van de grote humanitaire organisaties en ook een aantal projecten die lopen via de budgetten voor de consolidering van de vrede. De minister heeft tijdens zijn bezoek ook vluchtingenkampen bezocht.

De minister heeft meer bepaald een bezoek gebracht aan het Panzi ziekenhuis te Bukavu, waar Dr Mukwege (die voor zijn actie de prijs van de Koning Boudewijnstichting heeft gekregen) vrouwen helpt die slachtoffer zijn geweest van seksueel geweld. België steunt dit ziekenhuis ook.

Tijdens de laatste top in Kampala van 7 en 8 september 2012 werd niet veel vooruitgang geboekt om de crisis op te lossen. Men moet echter druk blijven uitoefenen op Rwanda om het land aan te moedigen mee te werken aan een oplossing.

Tijdens de recente vergadering van de Europese ministers van Buitenlandse Zaken in Cyprus werd er, op een informele vergadering, "Gymnich" genaamd, benadrukt dat er sterke diplomatische druk moet worden uitgeoefend en wel op dezelfde manier op alle actoren. De Rwandese autoriteiten moeten worden verzocht op zoek te gaan naar een oplossing. Dit dient gecoördineerd te gebeuren, op Europees en op internationaal niveau.

De verschillende groepen binnen de EU zullen in de komende dagen overleg plegen over een gecoördineerde aanpak van de problematiek van de budgetsteun aan Rwanda, het Europees Ontwikkelingsfonds,

coopération militaire et les décisions des banques de développement au sujet du Rwanda.

Il est capital que la Belgique détermine, conjointement avec les partenaires européens, s'il s'impose de prendre pareilles mesures mais aussi ce qu'il y a lieu d'attendre du Rwanda et quelles actions conduiraient à la levée de ces mesures. Une fois que l'on entre dans une logique de sanctions, on en sort difficilement. Il serait nettement préférable pour le Rwanda d'éviter ces sanctions.

Le ministre souligne qu'il est important de faire pression sur les deux pays : sur le Rwanda, d'une part, afin qu'il cesse son aide directe ou indirecte à la rébellion et participe à la recherche d'une solution sur le terrain ainsi qu'au dialogue sur l'avenir de la région, et sur le Congo, d'autre part, afin qu'il réforme son armée et instaure un État de droit sur l'ensemble de son territoire. Si ces demandes ne sont pas suivies d'effets, il faudra envisager, à titre de sanction, la possibilité de réduire voire de stopper l'aide au développement en faveur de ces pays. La Belgique continue aussi à suivre de près l'évolution du dossier à New York (comité des sanctions).

Le ministre a fortement plaidé auprès des autorités congolaises pour que la réforme du processus électoral puisse toujours bénéficier d'une attention urgente de la part du parlement. Le président du parlement a confirmé que la prochaine session s'y attèlerait, que la réforme touchera à la composition de la CENI (équilibre majorité/opposition, participation de la société civile) et que la réforme portera aussi sur les procédures, notamment des scans des PV et observation jusqu'à l'annonce des résultats.

Le ministre a rappelé l'importance des élections provinciales et locales pour le renouvellement du Sénat et l'ancrage de la démocratie au niveau le plus proche du citoyen.

Le ministre a aussi insisté auprès des autorités congolaises pour l'instauration d'un véritable dialogue entre la majorité et l'opposition. La désignation d'un porte-parole de l'opposition pourrait être instrumentale, mais l'opposition doit se mettre d'accord et la majorité doit lui donner l'espace nécessaire.

En matière de droits de l'homme, le ministre a plaidé pour une meilleure protection de ces droits en général, pour l'adoption des actes législatifs prévus en vue de la création d'une commission des droits de l'homme indépendante avec un vrai mandat et de véritables moyens et d'une loi sur les ONG. Il a également souligné l'importance de la tenue d'un procès transparent et crédible dans l'affaire Floribert Chebeya, qui a acquis valeur symbolique. Le ministre

de militaire samenwerking en de beslissingen binnen de ontwikkelingsbanken die Rwanda betreffen.

Het is voor België uiterst belangrijk om, samen met Europese partners te beslissen of zulke maatregelen moeten genomen worden maar ook om samen te beslissen wat verwacht wordt van Rwanda en welke acties een einde zouden brengen aan deze maatregelen. Eenmaal men verzeild geraakt in een logica van sancties, is het moeilijk om eruit te geraken. Het zou veel beter zijn voor Rwanda om die sancties te vermijden.

De minister onderstreept dat het belangrijk is om druk uit te oefenen op de twee landen : op Rwanda om te stoppen met de directe of indirecte steun aan de rebellie en mee te werken aan de oplossing op het terrein alsook aan de dialoog over de toekomst, en op Congo om zijn leger te hervormen en de rechtstaat in te stellen op zijn hele grondgebied. Als dit niet wordt opgevolgd zal er een debat moeten plaatsvinden om de ontwikkelingshulp aan deze landen bij wijze van sanctie eventueel te verminderen of geheel stop te zetten. België blijft ook het proces in New York (sanctiecomité) van dichtbij opvolgen.

De minister heeft er bij de Congolese autoriteiten sterk op aangedrongen dat de hervorming van het kiessysteem nog steeds dringend door het parlement moet worden behandeld. De voorzitter van het parlement heeft bevestigd dat men er zich tijdens de volgende sessie zou mee bezighouden, dat de hervorming de samenstelling van de CENI zou beïnvloeden (evenwicht meerderheid/oppositie, deelname van het middenveld) en ook de procedures zou omvatten, meer bepaald het scannen van de PV's en de waarneming tot de bekendmaking van de resultaten.

De minister heeft herinnerd aan het belang van de provinciale en plaatselijke verkiezingen voor de vernieuwing van de Senaat en de verankering van de democratie op het niveau dat het dichtst bij de burgers staat.

Verder heeft de minister er bij de Congolese autoriteiten ook op aangedrongen dat er een echte dialoog zou komen tussen meerderheid en oppositie. Het aanwijzen van een woordvoerder van de oppositie zou nuttig zijn, maar de oppositie moet dan onderling wel akkoord zijn en de meerderheid moet hem de ruimte laten.

Op het vlak van de mensenrechten heeft de minister gepleit voor een betere bescherming van die rechten in het algemeen en voor het aannemen van de geplande wetten, waardoor er een onafhankelijke commissie voor de rechten van de mens zou worden opgericht met een echt mandaat en echte middelen, alsook het aannemen van een wet inzake de NGO's. Ook heeft hij onderstreept hoe belangrijk het is dat er in de zaak Floribert Chebeya, intussen van symbolische waarde

a regretté le refoulement de Thierry Michel et plaidé pour qu'il puisse retourner en RDC. Son refoulement a probablement davantage créé d'agitation en Europe qu'il n'en a évité en RDC.

Le ministre s'est réjoui du dépôt des instruments de ratification de l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA), comme demandé lors de sa visite en mars 2012. De plus, il a appelé à une ratification du traité de protection et de promotion des investissements. Cela pourrait donner lieu à un climat d'affaires favorable et à une meilleure gouvernance économique.

Le ministre a rencontré l'Administrateur délégué général de l'Institut congolais pour la Protection de la Nature, organisation en charge notamment de la protection du Parc des Virunga. La situation actuelle dans le Nord-Kivu a évidemment un impact sur la gestion du parc, puisque les rebelles sont situés dans l'enceinte même du parc, mais aussi en raison de la présence de toute une série de groupes qui occupent le parc. Les trafics en tout genre ont repris, notamment ivoire des éléphants et même tourisme illégal avec des tours opérateurs qui organisent des visites accompagnées par les rebelles. Cette situation rend par contre la poursuite des explorations pétrolières plus difficile, du moins pour un temps. À ce stade, la Belgique n'a pas reçu de demande formelle de la RDC pour l'aider à remplir ses obligations vis-à-vis de l'UNESCO. Par ailleurs, la Belgique soutient le Fonds fiduciaire pour les aires protégées en RDC.

Au Rwanda, le ministre a visité le mémorial du génocide de 1994 ainsi que celui dédié aux paras belges qui y ont été tués et il a demandé que l'accès à ce dernier soit facilité. Il a exprimé la volonté de la Belgique de soutenir le projet d'agrandissement du mémorial du génocide à Kigali. Notre pays étudie la possibilité de mettre à profit la présidence belge actuelle de la *Taskforce for International Cooperation on Holocaust Education, Remembrance and Research (ITF — International Taskforce Holocaust)* pour faciliter les contacts entre les responsables de différents lieux de mémoire à Washington, Jérusalem et même en Belgique avec ceux du Rwanda.

Le ministre conclut son intervention en soulignant le rôle important que notre pays peut jouer dans la reprise du dialogue lorsqu'il aura été mis fin à la rébellion à l'Est du Congo.

geworden, een transparant en geloofwaardig proces wordt gehouden. De minister heeft de uitwijzing van Thierry Michel betreurd en gepleit voor zijn terugkeer naar de DRC. Door hem uit te wijzen is er waarschijnlijk meer onrust ontstaan in Europa dan er werd voorkomen in de DRC.

De minister toonde zich verheugd over het neerleggen van de instrumenten ter ratificatie van de organisatie voor de harmonisatie van het zakenrecht in Afrika (*Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique* of OHADA), zoals hij had gevraagd bij zijn bezoek in maart 2012. Hij heeft daarnaast nog opgeroepen tot de ratificering van het Verdrag voor de bescherming en de bevordering van investeringen. Dit zou kunnen leiden tot een klimaat dat gunstig is voor zaken en tot een betere economische governance.

De minister heeft ook de algemene afgevaardigde bestuurder ontmoet van het Congolees instituut voor Natuurbescherming, een organisatie die meer bepaald belast is met de bescherming van het Virungapark. De huidige situatie in Noord-Kivu heeft uiteraard gevolgen voor het beheer van het park, aangezien de rebellen binnen het park zelf verblijven, maar ook omdat er een hele reeks groepen zijn die het park bezet houden. Er vinden allerlei vormen van smokkel plaats, waaronder ivoor van olifanten, en er is zelfs illegaal toerisme, met tour operators die reizen organiseren in het gezelschap van de rebellen. Door die situatie wordt het zoeken naar olie ten minste tijdelijk bemoeilijkt. Op dit moment heeft België nog geen formeel verzoek ontvangen van de DRC om het land te helpen zijn verplichtingen tegenover UNESCO na te komen. België steunt overigens wel het *Trust Fund* voor de beschermd gebieden in de DRC.

In Rwanda heeft de minister het herdenkingsmonument bezocht van de genocide van 1994 en het monument voor de Belgische para's die er gedood zijn en heeft hij gevraagd of de toegankelijkheid van dat laatste monument kan worden verbeterd. Hij gaf ook te kennen dat België het project om het herdenkingsmonument te Kigali te vergroten, steunt. Ons land bekijkt de mogelijkheid om via het huidige Belgische voorzitterschap van de *Taskforce for International Cooperation on Holocaust Education, Remembrance and Research (ITF — International Taskforce Holocaust)* de contacten te vergemakkelijken tussen de verschillende verantwoordelijken voor de monumenten in Washington, Jeruzalem, en zelfs in België, met de mensen in Rwanda.

De minister besluit zijn uiteenzetting door de nadruk te leggen op de grote rol die ons land kan spelen in het opnieuw opnemen van een dialoog, zodra de opstand in het Oosten van Congo is beëindigd.

III. ÉCHANGE DE VUES

Mme Lijnen comprend que le ministre opte pour la diplomatie mais demeure très préoccupée par la situation au Congo et au Rwanda.

Le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) révèle une série de témoignages concernant les atrocités dans l'Est du Congo. Il s'agit d'exécutions sommaires de civils, d'abus sexuels et de viols, de tortures, de travail forcé et de recrutement d'enfants sous la contrainte. Depuis la fin avril 2012, 470 000 personnes ont déjà pris la fuite. L'organisation internationale d'aide aux enfants « *World Vision* » a signalé récemment que des milliers d'enfants au Congo sont en fuite sans leur famille parce qu'ils veulent échapper au recrutement forcé par des groupes rebelles. Le 11 septembre 2012, l'association *Human Rights Watch* a publié un rapport dans lequel elle accusait les rebelles du mouvement M23 de crimes de guerre à grande échelle. Il y est question du massacre de garçons et du viol de filles de huit ans. Ce rapport est basé sur les interviews de 190 témoins congolais et rwandais recueillies entre mai et septembre 2012.

Des réformes à long terme sont certainement essentielles mais il faut à présent veiller à ce que la violence cesse le plus vite possible dans l'Est du Congo. Le ministre se concerte avec ses homologues au sein de l'Union européenne au sujet de l'arrêt de l'aide au développement et il préférerait même mettre fin à l'aide au développement plutôt qu'à l'aide militaire. Il faut toutefois étudier la possibilité d'arrêter l'aide budgétaire afin d'épargner la population. À court terme, il sera possible de donner un signal fort en cessant immédiatement l'aide militaire.

Comment le ministre réagit-il à l'accusation de crimes de guerre portée contre le mouvement M23 et un mandat d'arrêt international sera-t-il émis contre les intéressés ? Cela constituerait également une prise de position claire de la communauté internationale.

Dans quel délai attend-t-on que le Rwanda émette un signal fort en stoppant le soutien à la rébellion ? Dans le contexte européen, un délai rendu contraincant par des sanctions peut être imposé.

Il est important de suivre la voie diplomatique, mais la situation est si dramatique aujourd'hui qu'il s'impose de prendre des décisions à court terme.

Enfin, Mme Lijnen renvoie aux communiqués récents selon lesquels une délégation du M23 dirigée par M. Stanislas Baleke effectue une tournée en Europe qui est passée par Bruxelles, Paris, Londres et Berlin. Cette délégation a-t-elle également eu ou cherché un contact avec les services du ministre ou le

III. GEDACHTEWISSELING

Mevrouw Lijnen begrijpt dat de minister de weg kiest van de diplomatie maar blijft zeer bezorgd over de toestand in Congo en Rwanda.

Het Hoog Commissariaat van de Verenigde Naties voor Vluchtelingen (UNHCR), geeft een aantal getuigenissen vrij over de wreedheden in Oost-Congo. Het betreft standrechtelijke executies van burgers, seksueel misbruik waaronder verkrachtingen, folterpraktijken, dwangarbeid en rekrutering onder dwang van kinderen. Er zijn sinds eind april 2012 al 470.000 mensen op de vlucht. De internationale organisatie voor hulp aan kinderen « *World Vision* » maakte eerder bekend dat in Congo duizenden kinderen zonder familie op de vlucht zijn omdat ze willen ontsnappen aan de gedwongen rekrutering door rebellengroepen. Op 11 september 2012 publiceerde *Human Rights Watch* een rapport waarin ze M23-rebellen beschuldigen van oorlogsmisdaden op grote schaal. Het gaat om het doden van jongens en het verkrachten van meisjes van acht jaar. Dit rapport is gebaseerd op interviews met 190 Congolese en Rwandese getuigen, afgenoemt tussen mei en september 2012.

Hervormingen op lange termijn zijn zeker essentieel, maar men moet er nu voor zorgen dat het geweld in Oost-Congo zo vlug mogelijk ophoudt. De minister pleegt met zijn collega's binnen de Europese Unie overleg over het stopzetten van ontwikkelingshulp en hij zou er zelfs de voorkeur aan geven om ontwikkelingssteun te stoppen eerder dan de militaire steun. Om de bevolking te sparen, moet echter de mogelijkheid onderzocht worden om de budgettaire steun staken. Op korte termijn kan dan een krachtig signaal gegeven worden door onmiddellijk de militaire steun stop te zetten.

Hoe reageert de minister op de beschuldiging van oorlogsmisdaden aan het adres van M23 en zal er een internationaal aanhoudingsbevel worden uitgevaardigd tegen de betrokkenen ? Dit zou ook een duidelijke stellingname zijn van de internationale gemeenschap.

Binnen welke termijn wordt van Rwanda een krachtig signaal verwacht dat het de steun aan de rebellie zal stoppen ? In Europees verband kan er een termijn worden opgelegd, afdwingbaar met sancties.

Het is belangrijk de diplomatische weg te bewandelen, maar vandaag nu is de toestand zo dramatisch dat er op korte termijn beslissingen genomen moeten worden.

Tenslotte verwijst mevrouw Lijnen naar recente nieuwsberichten waarin gesteld wordt dat een delegatie van M23 onder leiding van de heer Stanislas Baleke op rondreis is in Europa, waarbij Brussel, Parijs, Londen en Berlijn werden aangedaan. Heeft deze delegatie ook contact gehad of gezocht met de

ministre lui-même ? Le ministre sait-il qui elle a rencontré dans notre pays ?

M. De Bruyn trouve que le ministre a fait un rapport correct et complet de sa visite. L'intervenant est frappé par le contraste entre l'approche diplomatique à laquelle le ministre est tenu et la réalité dramatique sur le terrain qui rend parfois cette approche très difficile à comprendre. Les rapports évoqués par Mme Lijnen établissent qu'il faut opérer d'urgence des changements. La situation de 2006 se répète une fois de plus et il n'y a donc pas de réponses toutes prêtes.

Le ministre a toujours affirmé qu'un consensus européen est recherché afin d'imposer des sanctions. Toutefois, si les Nations unies ne parviennent pas à un accord au cours des prochains mois, l'Europe imposera-t-elle des sanctions de son propre chef et la Belgique prendra-t-elle l'initiative à cet égard ? Y a-t-il des pays qui veulent freiner ces sanctions ?

L'utilité des troupes régionales à l'initiative de pays de la région reste floue. Quelques milliers de militaires supplémentaires sont-ils en mesure d'assurer la sécurité d'une frontière régionale parce qu'il y a déjà une importante présence militaire sur place ? A-t-on déjà envisagé d'étendre la mission de la MONUSCO ?

Un mandat d'arrêt a déjà été émis à l'encontre de Bosco Ntaganda mais il n'y a manifestement pas de volonté de l'extrader. Le ministre a-t-il soulevé ce sujet et des noms ont-ils été cités ?

Enfin, l'intervenant exprime sa surprise au sujet d'une interview de M. Louis Michel, l'ancien ministre belge des Affaires étrangères, parue dans le journal « de Zondag » du 9 septembre 2012 et intitulée « Kagame est un grand leader [trad.] », qui témoigne, d'après l'intervenant, d'un très grand manque d'humanité. S'agissait-il en l'occurrence d'une initiative personnelle de M. Michel ou cela lui avait-il été demandé ? Une concertation a-t-elle eu lieu avec les services du ministre ou ceux de Mme Ashton, la Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ? Dans quelle mesure le ministre adhère-t-il à ces propos et quelles sont les conséquences de cette interview sur le terrain ?

Selon Mme de Bethune, le ministre a raison d'insister sur la nécessité de mettre fin d'urgence à la rébellion qui perdure. De nombreuses solutions proposées aujourd'hui sont en réalité les mêmes que celles qui sont mises en œuvre depuis des années et qui n'améliorent pas la situation, bien au contraire.

Le rapport des Nations unies analyse très clairement l'implication du Rwanda dans le mouvement rebelle à l'Est du Congo et l'aide qu'il lui apporte. Le rapport mentionne même des noms, ce qui est très rare. La

diensten van de minister of de minister zelf ? Weet de minister wie ze ontmoet heeft in ons land ?

Senator De Bruyn vindt dat de minister een correct en volledig verslag heeft gebracht van zijn bezoek. Spreker is getroffen door het grote verschil tussen de diplomatische benadering waar de minister aan gehouden is, en de schrijnende realiteit op het veld, waardoor het soms zeer moeilijk wordt om de diplomatische aanpak te begrijpen. Uit de rapporten aangehaald door mevrouw Lijnen blijkt dat er dringend verandering moet komen. De toestand van 2006 wordt nog maar eens herhaald en er is dus geen pasklaar antwoord.

De minister heeft steeds gesteld dat een Europese consensus wordt nagestreefd voor het opleggen van sancties. Indien de Verenigde Naties echter in de loop van de volgende maanden niet tot een akkoord komt, zal Europa dan overwegen eigenhandig sancties op te leggen en zal België daarin het voortouw nemen ? Zijn er landen die dit willen afremmen ?

Het nut van de regionale troepenmacht op initiatief van de landen uit de regio, blijft onduidelijk. Kunnen een extra paar duizend militairen zorgen voor een veilige grensregio want er is al een grote troepenmacht ter plaatse. Werd er reeds overwogen om de opdracht van de MONUSCO uit te breiden ?

Er werd tegen Bosco Ntaganda al een aanhoudingsmandaat uitgevaardigd, maar er is blijkbaar een manifeste onwil om hem uit te leveren. Heeft de minister dit onderwerp aangekaart en zijn er namen genoemd ?

Tenslotte drukt spreker zijn verrassing uit over een interview met de heer Louis Michel, voormalig Belgisch minister van Buitenlandse Zaken, verschenen in « Zondag » van 9 september 2012 onder de titel « Kagame is een groot leider ». Hieruit blijkt, volgens spreker, een zeer groot gebrek aan medemenselijkheid. Ging het hier om een eigen initiatief van de heer Michel of was het in opdracht en werd overleg gepleegd met de diensten van de minister of met de diensten van mevrouw Ashton, Hoge Vertegenwoordiger van de Unie voor buitenlandse zaken en veiligheidsbeleid ? In hoeverre draagt dit de goedkeuring van de minister mee en wat zijn de gevolgen van dit interview op het terrein ?

Mevrouw de Bethune stelt dat de minister er terecht op gewezen heeft dat er dringend een einde moet komen aan de aanslepende rébellion. Veel oplossingen die nu naar voren worden geschoven zijn eigenlijk dezelfde als jaren geleden en brengen geen verbetering van de toestand, wel integendeel.

De analyse van de inmenging en ondersteuning door Rwanda van de rebellenbeweging in Oost-Congo wordt in het VN-rapport zeer duidelijk gemaakt en er worden zelfs namen genoemd, wat zeer uitzonderlijk

mauvaise gouvernance au Congo est également néfaste, et l'intervenante partage l'analyse du ministre à propos de l'armée. Les troupes de la MONUSCO ne peuvent pas empêcher que des drames se produisent.

La question est de savoir si la solution consiste à plaider pour la poursuite du dialogue et pour le renforcement de la présence militaire. Le dialogue est incontestablement une bonne chose et la présence d'une force efficace est utile, mais telle n'est pas aujourd'hui la réponse adéquate au drame qui se déroule en ce moment. Ces dernières années nous ont prouvé que le dialogue et le renforcement des troupes ne permettraient pas à eux seuls d'obtenir des résultats. Il faut brandir la menace de sanctions.

Le ministre veut menacer le Rwanda de sanctions coordonnées au niveau international. Toutefois, s'il n'y a pas de consensus au niveau international, notre pays devra malgré tout essayer d'infliger des sanctions assorties d'un calendrier précis. L'on pourra ainsi obtenir des résultats. L'arrêt éventuel de l'aide budgétaire est une mesure très efficace qui ne touche pas directement la population.

Au Congo aussi, il faut non seulement poursuivre le dialogue dans le cadre de négociations, mais également intensifier la pression. Le ministre a mis l'accent, à juste titre, sur le problème de l'armée qui a surtout besoin de bonne gouvernance, et ce dans un délai bien déterminé.

Il est également important de signaler aux autorités congolaises que des individus tels que Bosco Ntaganda peuvent être déférés et jugés devant la Cour pénale internationale.

Le ministre pourrait-il préciser où en sont les élections provinciales et locales au Congo ? Quelle est l'attitude de la communauté internationale face aux problèmes qui se posent en la matière ?

M. Morael estime que la situation est dramatique sur le terrain, mais, comme le ministre, il espère qu'elle va s'améliorer. Aucune amélioration n'est perceptible depuis avril 2012 et aucun des acteurs ne veut faire de concessions, bien que le M23 se soit fait plus discret récemment.

L'installation d'une force d'intervention neutre prendrait au moins trois mois. Par ailleurs, les questions du financement et du mandat d'une telle force n'ont pas encore été réglées. Pour obtenir rapidement des résultats, il s'agit donc de rechercher en priorité une solution politique et diplomatique. Néanmoins, ni Kinshasa, ni Kigali n'ont véritablement la volonté politique de mettre un terme à ce conflit.

Le soutien belge à l'armée congolaise n'est envisageable qu'à la condition que cette dernière consente au moins à amorcer une réforme. Cela vaut aussi pour les

is. Ook het gebrek aan goed bestuur in Congo is nefast en spreekster steunt de analyse van de minister inzake het leger. De MONUSCO-troepen kunnen niet beloven dat er zich drama's afspelen.

De vraag rijst of de oplossing erin bestaat te pleiten voor verdere dialoog en meer troepenmacht. Men kan niet tegen dialoog zijn en een effectieve troepenmacht heeft zijn nut, maar dit vormt vandaag geen afdoende antwoord op het drama. De voorbije jaren hebben aangetoond dat enkel dialoog en meer troepen niet tot resultaten leidden. Er moet met sancties gedreigd worden.

De minister wil dreigen met internationaal ge-coördineerde sancties tegen Rwanda. Indien dergelijke internationale consensus echter uitblijft, moet ons land toch trachten sancties op te leggen, gekoppeld aan een duidelijke timing. Hierdoor zal men resultaten kunnen boeken. Het mogelijk stopzetten van budgethulp is een heel effectieve maatregel die de bevolking zelf niet onmiddellijk raakt.

Ook in Congo moet de dialoog via onderhandelingen worden voortgezet, maar tegelijk moet de druk verhoogd worden. De minister heeft terecht gewezen op het probleem bij het leger, dat vooral nood heeft aan goed bestuur, gerealiseerd binnen een duidelijke timing.

Het is verder ook belangrijk dat de Congolese autoriteiten er bijvoorbeeld in het geval van Bosco Ntaganda op gewezen worden dat hij voor het Internationaal Strafhof kan worden gebracht en berecht.

Kan de minister een stand van zaken geven van de provinciale en lokale verkiezingen in Congo ? Welke houding neemt de internationale gemeenschap aan inzake de problemen die hier rijzen ?

De heer Morael is van mening dat de situatie op het terrein dramatisch is maar hij deelt de hoop van de minister op beterschap. Sinds april 2012 is er geen enkele verbetering waarneembaar en geen enkele van de actoren wil toegevingen doen, alhoewel M23 zich recent wat discreter opstelt.

Om een neutrale interventiemacht te installeren zijn minstens 3 maanden nodig. Nog de kwestie van de financiering van dergelijke macht, noch de kwestie van het mandaat ervan zijn al geregeld. Om snel resultaten te boeken moet dus vooral een politieke en diplomatische oplossing gezocht worden maar noch in Kinshasa, noch in Kigali, bestaat er een echte politieke wil om dit conflict te beëindigen.

De Belgische steun aan het Congolese leger kan enkel mogelijk zijn als deze laatste akkoord gaat om minstens een aanzet tot hervorming te geven. Dit geldt

tribunaux militaires, dont l'autorité est remise en cause. L'intervenant n'est pas persuadé que la formation d'une troisième brigade contribuerait à réformer l'armée.

En ce qui concerne le sommet de la Francophonie, M. Morael constate que Kinshasa remet les problèmes les plus délicats à plus tard. Les autorités congolaises ont ainsi, entre autres, reporté l'annonce de la nouvelle composition de la CENI et différé la citation de John Numbi dans le procès Chebeya. Ce constat devrait inciter la Belgique et la France à demander à Kinshasa de clarifier sa position dans ces dossiers.

La situation dans le parc des Virunga est effectivement préoccupante et est liée à la présence de milices armées. Les richesses naturelles du parc en font une zone importante non seulement politiquement mais aussi économiquement. Les prospecteurs de la société *Soco International* qui se rendent dans le parc des Virunga se font accompagner pour se « protéger » contre les gardiens du parc. C'est vraiment le monde à l'envers.

L'intervenant ne plaide pas pour que l'on stoppe la coopération au développement, car cela toucherait d'abord la population. Une analyse exhaustive des différentes branches de la coopération belge au Rwanda et au Congo permettrait d'identifier les moyens de pression à notre disposition.

Il ne faut pas se satisfaire d'un calendrier qui prévoirait que les premiers effets ne seraient visibles que dans trois mois. La Belgique doit se mettre au diapason des partenaires occidentaux, des Nations unies et de l'Union africaine, afin d'exercer une pression maximale sur Kinshasa et Kigali. La Belgique devra complètement changer de stratégie, car dans le passé, notre pays n'a jamais signalé aux autorités congolaises qu'elles faisaient fausse route.

Mme Boulet constate que malgré son expertise, la Belgique — en comparaison avec d'autres pays — n'exerce qu'une influence relativement modeste sur la RDC et le Rwanda. Notre pays a adopté le bon ton sur le terrain mais il doit porter aussi un message ferme au niveau de la communauté internationale car il y a urgence.

Le ministre a répété à plusieurs reprises que le Rwanda devait être une partie de la solution au problème. Ne faudrait-il cependant pas assortir cet engagement d'un délai et de sanctions suffisamment fermes en cas de non-respect ? L'intervenante dit avoir connaissance de certaines dissensions au sein du gouvernement rwandais, dont certains membres préparaient la succession du président Kagame.

Le mandat de la MONUSCO, qui vient d'être prolongé, a-t-il été modifié en fonction des événements sur le terrain et sinon, pourquoi ?

ook voor de militaire rechtbanken, waarvan het gezag in vraag wordt gesteld. Spreker is er niet van overtuigd dat de formatie van een derde brigade zou bijdragen tot een hervorming van het leger.

Wat de top van de Francofonie betreft, stelt de heer Morael vast dat Kinshasa de meeste delicate problemen voor zich uitschuift. Het uitstel van de aankondiging van de nieuwe samenstelling van de CENI en van de oproeping van John Numbi in het proces Chebeya zijn maar enkele voorbeelden. Dit zou België en Frankrijk ertoe moeten aanzetten aan Kinshasa duidelijke standpunten te vragen in deze dossiers.

De situatie in het Virunga Park is inderdaad onrustwekkend en houdt verband met de aanwezigheid van gewapende milities. De natuurlijke rijkdommen van het park maken het niet enkel een politiek maar ook een economisch belangrijk gebied. De bodemonderzoekers van het bedrijf *Soco International* lieten zich begeleiden in het Virunga park om zich te « beschermen » tegen de bewakers van het park. Dit is toch echt wel de omgekeerde wereld.

Spreker pleit niet voor de stopzetting van de ontwikkelingssamenwerking want dit zou in de eerste plaats de bevolking treffen. Door een exhaustief onderzoek van de verschillende takken van de Belgische samenwerking in Rwanda en Congo kan duidelijk worden hoe men druk kan uitoefenen.

Men mag zich niet tevreden stellen met een kalender die zou inhouden dat de eerste effecten pas binnen drie maanden zichtbaar zouden zijn. België moet zich op één lijn plaatsen met de Westerse partners, de VN en de Afrikaanse Unie om maximale druk uit te oefenen op Kinshasa en Kigali. De Belgische strategie zal drastisch moeten veranderen want ons land heeft Kinshasa er in het verleden nooit op gewezen dat het de verkeerde richting uitging.

Mevrouw Boulet stelt vast dat België, ondanks zijn deskundigheid, in vergelijking met andere landen een relatief bescheiden invloed uitoefent op de DRC en Rwanda. Ons land heeft in het veld de juiste houding aangenomen, maar het moet ook een krachtige boodschap aan de internationale gemeenschap brengen, want de nood is hoog.

Meer dan eens heeft de minister herhaald dat Rwanda deel moet uitmaken van de oplossing van het probleem. Moet men echter dat engagement niet voorzien van een termijn en van voldoende krachtige sancties indien het niet wordt geëerbiedigd ? Volgens de spreekster zouden er binnen de Rwandese regering conflicten zijn, waarbij enkele leden de opvolging van president Kagame zouden voorbereiden.

Werd het mandaat van de MONUSCO, dat onlangs nog werd verlengd, gewijzigd in het licht van de gebeurtenissen op het terrein, en indien niet, waarom ?

Croit-on vraiment à la possibilité de mettre en place une force neutre internationale ? La population est-elle favorable à une telle solution ? Quelles sont les intentions de notre gouvernement quant à l'octroi d'une aide humanitaire ?

Enfin, ne faudrait-il pas travailler à la décentralisation du pouvoir en RDC ? Des discussions sont-elles menées en la matière ?

M. Anciaux constate que le débat est quelque peu empreint de désespoir et de cynisme. Le simple fait que le ministre se soit rendu au Congo et au Rwanda a au moins suscité l'impression qu'il est possible d'agir pour lutter contre les crimes de guerre. Avec quelle autorité la Belgique peut-elle aujourd'hui intervenir et notre pays peut-il mobiliser la communauté internationale pour entreprendre une action ? Est-il judicieux, comme l'a fait le ministre, de confier en partie les fondements de la stabilité, de la prospérité et de la paix à deux régimes qui présentent un déficit démocratique ?

Notre pays est-il crédible s'il ne parvient pas lui-même à lever tout soupçon de profit personnel ? Le ministre déclare à juste titre que l'objectif est de s'attaquer aux pillages, au commerce illégal et à la violence. Mais ne devons-nous pas d'abord mettre un terme aux pillages prétendument légaux, pour l'annoncer ensuite à la population et aux parties intéressées, et retrouver ainsi une certaine crédibilité ? L'on ne pourra s'attaquer sérieusement au problème que si l'Europe et la Belgique affichent un réel volontarisme. Le Congo est presque le pays le plus riche au monde, mais on ne peut pas dire que sa population en profite. Où vont les bénéfices, si ce n'est dans les poches de ceux qui détiennent le pouvoir ?

Quel est le degré de faisabilité réelle des propositions du ministre ? Il va de soi qu'il faut lutter d'arrache-pied contre les violations des droits de l'homme et les violences brutales. Cependant, si ce combat devait uniquement consister à imposer des sanctions, ne serait-ce pas la population qui en ferait les frais ? Comment convaincre la communauté internationale qu'elle doit faire des concessions au profit de la population locale ? Comment imposer des sanctions qui ne seront pas seulement hypocrites ?

Le ministre doit clairement faire savoir que sa visite ne pourra pas mener au désespoir, mais qu'elle vise au contraire à engranger des avancées réelles et concrètes sur le terrain.

M. Miller remercie le ministre pour le travail diplomatique qu'il a fourni. La Belgique a été reçue par les deux présidents et a ainsi pu préciser son point de vue au plus haut niveau. Toutefois, il ne fait pas de doute que le ministre devra encore suivre longtemps ce dossier brûlant et que sa visite n'est qu'une première étape.

Geloofst men werkelijk dat men een internationale, neutrale strijd macht kan installeren ? Is de bevolking voorstander van dergelijke oplossing ? Wat zijn de intenties van onze regering inzake het toekennen van humanitaire hulp ?

Moet men ten slotte geen werk maken van de decentralisering van de macht in de DRC ? Wordt daarover een debat gevoerd ?

De heer Anciaux stelt vast dat er in het debat enige wanhoop en cynisme is geslopen. Het loutere feit dat de minister naar Congo en Rwanda is geweest, heeft minstens de indruk gewekt dat er iets kan ondernomen worden in de strijd tegen de misdaden. Met welk gezag kan België vandaag optreden en kan ons land de internationale gemeenschap mobiliseren om actie te ondernemen ? Is het verstandig om, zoals de minister heeft gedaan, de basis voor stabiliteit, welvaart en vrede gedeeltelijk te leggen bij twee regimes die een democratisch deficit vertonen ?

Zijn wij als land wel geloofwaardig indien we er zelf niet in slagen om alle zweem van eigenbelang weg te nemen ? De minister zegt terecht dat de doelstelling is om plunderingen, illegale handel en geweld aan te pakken. Moeten we niet eerst zelf de zogenaamde legale plunderingen aanpakken om dit met enige geloofwaardigheid te kunnen verkondigen aan de bevolking en aan de betrokkenen ? De zaak kan maar ernstig aangepakt worden indien Europa en België een grote vorm van voluntarisme aan de dag leggen. Congo is zowat het rijkste land van de wereld maar dit komt niet bepaald ten goede aan de bevolking. Waar gaan de opbrengsten naartoe, behalve naar de machthebbers ?

In hoeverre zijn de voorstellen van de minister echt haalbaar ? Vanzelfsprekend moet de strijd tegen de schending van de mensenrechten en tegen het brutale geweld keihard gevoerd worden. Deze strijd zou echter enkel bestaan in het opleggen van sancties maar gaat dit niet ten koste van de bevolking ? Hoe kan de internationale gemeenschap overtuigd worden om in eigen vlees te snijden ten voordele van de plaatselijke bevolking ? Hoe kunnen sancties opgelegd worden die niet enkel hypocriet zijn ?

De minister moet duidelijk maken dat zijn bezoek niet tot wanhoop mag leiden maar integendeel een echte en concrete vooruitgang op het terrein beoogt.

De heer Miller dankt de minister voor het diplomatiek werk dat geleverd wordt. België werd door beide presidenten ontvangen en kon zo zijn standpunt duidelijk maken op het hoogste niveau. Het is echter evident dat de minister dit verschrikkelijke dossier nog lang zal moeten opvolgen en dat zijn bezoek slechts een etappe is.

Il est essentiel d'identifier les effets que la visite du ministre produira au plan européen et international. Le ministre doit adopter une position claire. L'intervenant ne doute pas que le ministre se souciera avant tout des intérêts de la population locale. Sur place, le ministre a fermement défendu la démocratie qui est un gage de respect des droits de l'homme de la population locale.

Le ministre pourrait-il donner de plus amples explications quant aux suites au niveau international et européen ? Comment évalue-t-il le processus électoral en cours ?

L'on ne soulignera jamais assez l'importance du sommet de la Francophonie à Kinshasa. Le ministre sait-il déjà qui fera partie de la délégation belge ? Il rappelle que les premiers ministres — néerlandophones — ont toujours été présents lors des sommets précédents..

Mme Tilmans a pu constater qu'un petit pays comme le Rwanda est confronté à une explosion démographique. En revanche, le Congo est un pays gigantesque qui est très difficile à administrer. Il convient de trouver une solution durable à cette problématique de base qui affecte la région des Grands Lacs.

M. Vanlouwe observe que le ministre a appelé, non seulement au sein de la commission du Sénat mais aussi à Kinshasa, au respect de l'intégrité territoriale de la RDC. À Kinshasa, il a aussi insisté sur le fait que les autorités congolaises doivent trouver le courage de balayer devant leur propre porte, et s'efforcer notamment d'installer la démocratie et l'État de droit dans tout le pays. Sans préjudice de l'intérêt d'emprunter cette voie, force est de constater que jusqu'à présent, relativement peu d'engagements ont pu être observés.

Les membres de la commission du Sénat ont aussi discuté à plusieurs reprises des élections. M. Vanlouwe tient à mettre en lumière le lien entre les élections, la responsabilité de Kinshasa et l'absence de volonté d'intervenir dans l'Est du pays.

Il cite à cet égard le professeur Vlassenroot, qui affirme qu'on ne peut pas nier que le Rwanda constitue une difficulté, mais qu'elle est d'ordre secondaire. Le problème numéro un réside dans l'absence totale de volonté politique de la part de Kinshasa d'affronter les problèmes rencontrés dans l'est du pays. L'intervenant espère dès lors que le ministre comprendra que le régime congolais n'est pas simplement victime de la situation au Kivu, mais qu'il en porte lui-même une certaine responsabilité.

Qui représentera la Belgique au sommet de la Francophonie à Kinshasa et au fond, est-il opportun

Het is vooral belangrijk te weten welke effecten het bezoek van de minister op Europees en internationaal niveau heeft. De minister moet een duidelijke stelling aannemen. Spreker twijfelt er niet aan dat de minister in de eerste plaats de belangen van de plaatselijke bevolking voor ogen zal hebben. De minister heeft ter plaatse de democratie sterk verdedigd die een garantie vormt voor de naleving van de mensenrechten van de plaatselijke bevolking.

Kan de minister meer uitleg geven over het vervolg op internationaal en Europees gebied ? Wat is zijn evaluatie van het lopende verkiezingsproces ?

Het belang van de top van de Francofonie in Kinshasa kan niet genoeg benadrukt worden. Kan de minister zeggen wie deel zal uitmaken van de Belgische delegatie ? Hij herinnert eraan dat de — Nederlandstalige — eerste ministers steeds aanwezig geweest zijn op voorgaande toppen.

Mevrouw Tilmans heeft kunnen vaststellen dat een klein land als Rwanda geconfronteerd wordt met een groeiende bevolking. Congo is daarentegen een gigantisch land dat zeer moeilijk bestuurbaar is. Men moet een duurzame oplossing vinden voor deze basisproblematiek die de regio van de Grote Meren treft.

De heer Vanlouwe merkt op dat de minister, niet alleen in de Senaatscommissie maar ook in Kinshasa, heeft opgeroepen tot respect voor de territoriale integriteit van de DRC. Hij heeft er in Kinshasa ook op aangedrongen dat de Congolese autoriteiten de moed moeten hebben om voor eigen deur te vegen en met name werk moeten maken van de installatie van democratie en de rechtsstaat in het ganse land. Zonder afbreuk te doen aan het belang hiervan moet er toch vastgesteld worden dat er tot op heden relatief weinig engagementen waarneembaar zijn.

Er werd in de Senaatscommissie ook meermaals gediscussieerd over de verkiezingen. De heer Vanlouwe wil het verband benadrukken tussen de verkiezingen, de verantwoordelijkheid van Kinshasa en de bestaande onwil om in te grijpen in het Oosten van het land.

Hij verwijst in dit verband naar professor Vlassenroot, die stelt dat er niet kan ontkend worden dat Rwanda een probleem is, maar niet de hoofdzaak vormt. De hoofdzaak ligt in het totaal gebrek aan politieke wil in Kinshasa om de problemen in het Oosten van het land aan te pakken. Spreker hoopt daarom dat de minister inziet dat het Congolese regime niet zomaar het slachtoffer is van de toestand in Kivu, maar zelf ook verantwoordelijkheid draagt.

Wie zal België vertegenwoordigen op de top van de Francofonie in Kinshasa en is het eigenlijk wel gepast

que notre pays y soit présent ? En effet, il est frappant de constater que certains dossiers, comme le procès Chebaya et les réformes de la commission électorale CENI, ont été reportés aux calendes grecques. Pourtant, il pourrait vraiment y avoir un rapport avec le sommet de la Francophonie. Comment concilier la déclaration de principe de la Francophonie, à savoir le soutien à la démocratie, avec la situation actuelle ?

M. Coëme demande si la MONUSCO s'est cantonnée au cadre de sa mission. Ce cadre n'est-il pas trop étroit pour pouvoir apporter une solution à la situation actuelle ? La MONUSCO ne doit-elle pas se voir confier un rôle plus décisif ? Quelle sera l'attitude adoptée par notre pays au cours de la prochaine Assemblée générale des Nations unies ?

L'intervenant souhaiterait également que le ministre explique ce qu'il entend par « force neutre internationale ».

La situation humanitaire actuelle en RDC est dramatique. Comment notre gouvernement peut-il venir en aide aux 250 000 réfugiés ?

Le ministre belge de la Défense a récemment annoncé son intention d'organiser la formation d'un troisième bataillon de l'armée congolaise. Ce point a-t-il été examiné et approuvé par le Conseil des ministres ?

Pour ce qui est du Tribunal pénal international, l'intervenant demande quelle sera la position de la Belgique quant au rôle des autorités rwandaises.

Le membre estime par ailleurs que notre pays doit continuer à exercer de fortes pressions sur les autorités congolaises afin qu'elles renforcent la cohésion de l'armée, remédient au manque de discipline et veillent au paiement des soldes.

En conclusion, l'orateur insiste pour que la Belgique prenne ses responsabilités et veille à ce que la RDC soit au centre des préoccupations sur le plan international.

Mme Arena aimerait savoir comment le ministre compte plaider au niveau international pour une amélioration de l'efficacité de la MONUSCO. Et comment pourrait-on améliorer le fonctionnement de la Conférence internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) ?

Comment améliorer les processus de traçabilité afin, notamment, de mettre au jour le rapport évident entre le trafic de minerais et le M23 ?

Comment le gouvernement belge réagit-il à l'annonce du report de la nouvelle composition de la CENI ? Quel est le point de vue du gouvernement concernant les dysfonctionnements de l'armée congolaise et l'installation d'un troisième bataillon, envisagée par le ministre de la Défense ? En ce qui concerne

dat ons land daar zal aanwezig zijn ? Het valt immers op dat bepaalde dossiers, zoals het proces Chebaya en de hervormingen van de kiescommissie CENI, op de lange baan worden geschoven. Dit zou toch echt wel iets te maken kunnen hebben met de top van de Francofonie. Hoe valt de beginselverklaring van de Francofonie, met name de ondersteuning van democratie, te rijmen met de huidige situatie ?

De heer Coëme vraagt of de MONUSCO zich niet heeft opgesloten in het kader van zijn opdracht. Is dat kader niet te eng om een oplossing te bieden voor de huidige toestand ? Moet de MONUSCO geen doorslaggevendere rol krijgen ? Welke houding zal ons land aannemen tijdens de volgende Algemene Vergadering van de Verenigde Naties ?

Spreker wenst ook dat de minister uitlegt wat hij bedoelt met een « internationale, neutrale strijd-macht ».

De huidige humanitaire toestand in de DRC is dramatisch. Hoe kan onze regering 250.000 vluchtelingen helpen ?

De Belgische minister van Landsverdediging heeft onlangs aangekondigd dat hij van plan was de opleiding te organiseren van een derde bataljon van het Congolese leger. Heeft de ministerraad dat punt onderzocht en goedgekeurd ?

Spreker vraagt wat het standpunt van België zal zijn over de rol van de Rwandese autoriteiten inzake het Internationaal Strafhof.

Tevens meent het lid dat ons land de Congolese autoriteiten sterk onder druk moet blijven zetten opdat ze de cohesie van het leger versterken, het gebrek aan discipline verhelpen en erop toezien dat de soldij betaald wordt.

Spreker besluit en dringt erop aan dat België zich verantwoordelijk gedraagt en erop toeziet dat de DRC internationaal in het centrum van de belangstelling staat.

Mevrouw Arena vraagt hoe de minister op internationaal vlak zal pleiten voor een verbetering van de doeltreffendheid van de MONUSCO. Hoe kan ook de werking van de *Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs* (CIRGL) verbeterd worden ?

Hoe kunnen de processen van traceerbaarheid verbeterd worden om onder meer de evidente samenhang van de mijnsmokkel en M23 te achterhalen ?

Hoe reageert de Belgische regering op de aankondiging van het uitstel van de vernieuwde samenstelling van de CENI ? Wat is het standpunt over de regering omtrent de gebrekkige werking van Congolese leger en betreffende het instellen van een derde bataljon dat door de minister van Defensie wordt overwogen ?

l'impunité qui prévaut et le procès Chebaya, il a également été constaté que ce procès a été reporté après le 14 octobre, en raison du sommet de la Francophonie. Qu'en pense le gouvernement belge ?

Quel sera le message de la diplomatie belge concernant la politique déplorable du gouvernement ?

Compte tenu de cette situation défavorable, Mme Arena considère qu'il n'est pas indiqué d'avoir une importante délégation belge au sommet de la Francophonie.

M. Dallemagne partage l'essentiel des constats qui ont été faits quant au caractère dramatique de la situation en Afrique centrale. Il insiste sur la nécessité de dire clairement les choses car, souligne-t-il, l'indifférence tue.

L'intervenant estime que l'action de la MONUSCO s'est révélée être une faillite totale. Depuis dix ans, le mandat de la MONUSCO, défini de manière particulièrement détaillée, est régulièrement renforcé sans pour autant permettre d'atteindre le moindre résultat, et ce, alors que cette force compte 19 000 hommes et a déjà coûté 1,4 milliard de dollars US. Il faut qu'il soit définitivement mis fin à ce que l'intervenant qualifie d'hypocrisie car celle-ci a un double effet : la MONUSCO n'arrive pas à protéger la population tout en donnant l'illusion de pouvoir le faire.

Les États européens et africains doivent s'impliquer dans la protection de la population en mettant en place une force internationale crédible et efficace.

Les preuves de l'implication du Rwanda dans le conflit existent. Il est donc important de lever tout doute sur notre volonté de condamner ces agissements.

Mieux vaut prendre des sanctions collectives, mais l'absence de telles sanctions ne doit pas nous empêcher d'agir, notamment en supprimant l'aide budgétaire (30 % de la coopération belge au développement) dont bénéficie actuellement le Rwanda, ces moyens pouvant servir à financer la rébellion à l'Est du Congo.

Le Rwanda est un exportateur important de matières premières. L'augmentation de ces exportations prouve bien qu'il s'agit en partie de ressources prélevées en RDC. Il est donc essentiel de mettre en place un système de traçabilité des matières premières. Le ministre devrait évoquer cette question au niveau du Conseil de sécurité des Nations unies. Un embargo ne doit pas être exclu.

Le membre se félicite de la ratification du traité OHADA par la RDC. Qu'en est-il du traité de protection et de promotion des investissements ?

Inzake de heersende straffeloosheid en het proces Chebaya werd ook vastgesteld dat het proces wordt uitgesteld tot na 14 oktober omwille van de top van de Francofonie. Wat is het standpunt van de Belgische regering hierover ?

Welke boodschap zal de Belgische diplomatie overbrengen inzake het wanbeleid van de regering ?

Gelet op deze ongunstige situatie, is het volgens mevrouw Arena niet aangewezen om een uitgebreide Belgische vertegenwoordiging op de top van de Francofonie te hebben

De heer Dallemagne deelt in grote lijnen de vaststellingen over de dramatische toestand in Centraal-Afrika. Hij beklemtoont dat er duidelijke taal moet worden gesproken, want, zo onderstreept hij, onverschilligheid kan dodelijke gevolgen hebben.

Spreker meent dat het optreden van de MONUSCO een totale flop is gebleken. Het mandaat van de MONUSCO, dat uiterst gedetailleerd is gedefinieerd, wordt regelmatig versterkt, zonder dat men daarmee het minste resultaat bereikt, terwijl die strijd macht 19 000 manschappen telt en reeds 1,4 miljard US-dollars heeft gekost. Er moet definitief een einde worden gemaakt aan wat spreker hypocrisie noemt, want die heeft een dubbel gevolg : de MONUSCO slaagt er niet in de bevolking te beschermen, maar wekt wel de illusie dit te kunnen doen.

De Europese en Afrikaanse Staten moeten zich inzetten voor de bescherming van de bevolking door te zorgen voor een geloofwaardige en efficiënte internationale strijd macht.

Er zijn bewijzen voor de betrokkenheid van Rwanda in het conflict. Het is dus belangrijk elke twijfel over onze wil om dat gekuip te veroordelen, op te heffen.

Het is beter collectieve sancties te treffen, maar het uitblijven van dergelijke sancties mag ons niet beletten te handelen, onder andere door de begrotingshulp die Rwanda momenteel geniet (30 % van de Belgische ontwikkelingssamenwerking) te schrappen, want die middelen kunnen worden gebruikt om de opstand in Oost-Congo te financieren.

Rwanda is een belangrijk exporteur van grondstoffen. De toename van die uitvoer bewijst dat het gedeeltelijk om rijkdommen gaat die in de DRC gewonnen werden. Het is dus essentieel dat er een systeem wordt opgezet waardoor de grondstoffen kunnen worden getraceerd. De minister moet die zaak bij de VN-Veiligheidsraad aankaarten. Een embargo valt niet uit te sluiten.

Het lid is verheugd dat de DRC het OHADA-verdrag geratificeerd heeft. Wat is de stand van zaken van het verdrag voor de bescherming en de bevordering van investeringen ?

En ce qui concerne les droits de l'homme, un accord a été conclu pour qu'une enquête soit menée conjointement avec les Nations unies après la publication d'un rapport révélant diverses violations des droits de l'homme. Où en est-on en la matière ?

Le gouvernement britannique a tenu des propos rassurants en ce qui concerne le Parc national des Virunga. Toutefois, l'ambassadeur du Royaume-Uni au Congo a déclaré que la société pétrolière *South Africa Congo Oil (Soco)* participe au développement du pays. Le Président Kabila s'est par ailleurs engagé à respecter les règles édictées par l'UNESCO, mais ce n'est manifestement pas le cas.

Le gouvernement belge a-t-il effectivement décidé de former un troisième bataillon de l'armée congolaise ? M. Dallemagne fait remarquer à ce propos que les bataillons déjà formés n'ont pu empêcher l'avancée des rebelles au Nord-Kivu faute de suivi logistique.

Où en est la réforme du processus électoral qui doit permettre aux autorités de mieux respecter les droits de la population ?

Enfin, l'intervenant estime que la représentation de notre pays doit être de haut niveau au Sommet de la Francophonie à Kinshasa. Nous devons néanmoins veiller à ce que notre présence ne soit pas interprétée comme un soutien inconditionnel au régime. Ne devrions-nous pas dès lors tenter de définir quels sont les résultats attendus en prévision de ce sommet ?

M. Van der Maele constate que notre pays occupe une position isolée en ne voulant pas encore envisager de sanctions à l'égard du Rwanda. Il fait notamment référence au Comité des sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies et au point de vue unanime de l'Union européenne en la matière, ce dont le membre se réjouit.

L'intervenant croit percevoir un champ de tension entre le ministre et les parlementaires présents. Selon lui, l'attitude du ministre face respectivement à la RDC et au Rwanda dans le cadre du conflit au Nord-Kivu n'est pas suffisamment équilibrée. La situation est en effet très différente d'un pays à l'autre. Alors que la RDC ne réussit pas à faire fonctionner correctement son armée pour s'attaquer à la rébellion, le Rwanda est un État fort qui poursuit une stratégie soigneusement définie. Il nous faut donc réagir. La MONUSCO ne sera pas en mesure de stopper les rebelles par la voie militaire, rebelles qui continuent à bénéficier du soutien rwandais.

L'orateur salue les efforts de médiation de la Belgique, mais il exhorte les autorités belges à ne pas être présomptueuses : notre poids politique n'est en effet pas suffisant. Dans quelle mesure pourra-t-on

Wat de mensenrechten betreft, werd een akkoord gesloten over een gezamenlijk onderzoek met de Verenigde Naties, nadat er een rapport werd gepubliceerd dat verscheidene mensenrechtenschendingen aan het licht bracht. Wat is de stand van zaken daar ?

De Britse regering sprak geruststellende woorden over het Nationaal Virungapark. De ambassadeur van het Verenigd Koninkrijk in Congo heeft echter verklaard dat de petroleummaatschappij *South Africa Congo Oil (Soco)* aan de ontwikkeling van het land deelneemt. Tevens heeft president Kabila beloofd dat de UNESCO-regels zouden worden nageleefd, maar dat is duidelijk niet het geval.

Heeft de Belgische regering werkelijk beslist een derde bataljon van het Congolese leger op te leiden ? De heer Dallemagne merkt hierbij op dat de reeds opgeleide bataljons de opmars van de rebellen bij gebrek aan logistieke steun niet kunnen stuiten.

Hoe ver staat men met de hervorming van het verkiezingsproces, die de autoriteiten in de gelegenheid moet stellen de rechten van de bevolking beter te erbiedigen ?

Ten slotte meent spreker meent dat de vertegenwoordiging van ons land op de Top van de Francofonie in Kinshasa van hoog niveau moet zijn. Niettemin moeten wij erop toezien dat onze aanwezigheid niet wordt geïnterpreteerd als een onvoorwaardelijke steunbetuiging aan het regime. Moeten we bijgevolg niet proberen te bepalen welke resultaten van die top mogen worden verwacht ?

De heer Van der Maele stelt vast dat ons land alleen staat met zijn standpunt dat het sancties tegen Rwanda nog niet wil overwegen. Hij verwijst onder andere naar het Sanctiecomité van de VN-Veiligheidsraad en naar het eenparige standpunt van de Europese Unie in deze zaak, iets waar het lid zich over verheugt.

Spreker meent een spanningsveld waar te nemen tussen de minister en de aanwezige parlementsleden. Volgens hem is de houding van de minister tegenover respectievelijk de DRC en Rwanda in verband met het conflict in Noord-Kivu niet evenwichtig genoeg. De situatie verschilt immers sterk tussen beide landen. Terwijl de DRC er niet in slaagt zijn leger correct te laten functioneren om de opstand aan te pakken, is Rwanda een sterke Staat die een zorgvuldig voorbereide strategie volgt. We moeten dus reageren. De MONUSCO zal niet in staat zijn de rebellen, die Rwandese steun blijven genieten, met een militaire aanpak tegen te houden.

Spreker is tevreden over de bemiddelingsinspanningen van België, maar spoort de Belgische overheid aan niet zelfingenomen te zijn : ons politiek gewicht is ontoereikend. In hoeverre zal men op Europees niveau

dégager un point de vue commun sur le plan européen afin d'agir ? Le membre souligne l'urgence et rappelle que quelques 5 millions de personnes ont déjà perdu la vie depuis les années 1990. Il insiste pour que notre pays fasse entendre sa voix sur le plan international.

Enfin, M. Van der Maelen demande si le ministre dispose de renseignements concernant la disparition d'Eugène Diomi Ndongala, président de la Démocratique chrétienne, qui a disparu en RDC ?

M. Schoofs constate que notre pays — tout comme d'ailleurs la plupart des pays européens — a perdu toute influence en Afrique centrale face à des grandes puissances telles que les États-Unis, la Russie ou la Chine. Plutôt que de continuer à faire des déclarations sans effet, ne devrions-nous dès lors pas songer à arrêter notre coopération au développement dans ces pays et concentrer dorénavant nos efforts au niveau des instances internationales afin d'attirer leur attention sur la situation dramatique en RDC ?

IV. RÉPONSES DU MINISTRE

Le ministre précise que le sommet de la Francophonie n'est pas uniquement consacré au Congo mais est une rencontre internationale de la francophonie tenue à Kinshasa. Notre pays y participera en tant que membre de l'Organisation Internationale de la Francophonie. Il en va de même pour la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le ministre souhaiterait qu'on fixe des délais pour atteindre une solution en RDC mais il faut cependant rester réaliste. Le ministre observe en effet que notre pays n'est membre ni du comité de sanction pour le Rwanda des Nations unies, ni du Conseil de sécurité des Nations unies, et que son influence dans ce dossier est donc limitée. D'ailleurs, il faut bien se rendre compte également que ledit Comité de sanction n'a encore pris aucune mesure contre le Rwanda.

Les aspects financiers de l'aide au développement au Rwanda pourraient faire l'objet de discussions. La Belgique suivra le consensus européen et international en la matière.

En ce qui concerne la RDC et le Rwanda, notre pays pourrait renforcer ses interventions, sur le plan humanitaire, ce qu'il fait d'ailleurs déjà. En matière de coopération militaire, la formation d'un nouveau bataillon URR par la Belgique prévue pour octobre 2013 pourrait être anticipée de quelques mois.

Le ministre comprend le sentiment d'échec de certains vis-à-vis de la MONUSCO. Il estime cependant que l'intervention de la MONUSCO à Goma a mené à une issue favorable, qu'elle est venue en aide aux réfugiés qui fuyaient les combats, et qu'au sud de

tot een gemeenschappelijk standpunt kunnen komen om te handelen ? Het lid onderstreept dat spoed vereist is en herinnert eraan dat sinds de jaren 1990 ongeveer 5 miljoen mensen het leven verloren hebben. Hij dringt erop aan dat ons land zijn stem in de internationale fora laat horen.

Ten slotte vraagt de heer Van der Maelen of de minister informatie heeft over de heer Eugène Diomi Ndongala, voorzitter van de *Démocratique chrétienne*, die verdwenen is in de DRC ?

De heer Schoofs stelt vast dat ons land — zoals overigens de meeste Europese landen — elke invloed in centraal Afrika verloren heeft aan grootmachten zoals de Verenigde Staten, Rusland of China. Moeten we niet overwegen onze ontwikkelingssamenwerking in die landen te beëindigen en onze inspanningen voortaan te concentreren op de internationale instanties om hun aandacht op de dramatische toestand in de DRC te vestigen, in plaats van verklaringen zonder gevolgen te blijven afleggen ?

IV. ANTWOORDEN VAN MINISTER

De minister wijst erop dat de Top van de Francofonie niet alleen over Congo gaat, maar een internationale ontmoeting van de Francofonie is, die plaatsvindt in Kinshasa. Ons land zal er als lid van de *Organisation Internationale de la Francophonie* aan deelnemen en dat geldt ook voor de *Fédération Wallonie-Bruxelles*.

De minister wenst dat men termijnen vastlegt om tot een oplossing te komen in de DRC, maar we moeten realistisch blijven. De minister wijst er immers op dat ons land geen lid is van het sanctiecomité voor Rwanda van de Verenigde Naties, noch van de Veiligheidsraad en dat zijn invloed in dit dossier dus beperkt is. Men moet trouwens ook goed beseffen dat er door het sanctiecomité nog geen enkele maatregel werd genomen tegen Rwanda.

Over de financiële aspecten van de ontwikkelingshulp aan Rwanda kan worden gedebatteerd. België zal de Europese en internationale consensus in deze zaak volgen.

Wat de DRC en Rwanda betreft, kan ons land zijn humanitaire interventies opvoeren, wat het overigens reeds doet. Wat de militaire samenwerking betreft, kan de opleiding van een nieuw URR-bataljon door België, die voor oktober 2013 gepland is, met enkele maanden worden vervroegd.

De minister begrijpt het gevoel van mislukking dat sommigen hebben ten opzichte van de MONUSCO. Hij meent echter dat de MONUSCO-interventie in Goma tot een gunstig resultaat heeft geleid, dat hij de vluchtelingen die voor de gevechten op de loop waren,

Kivu elle a probablement contribué à une amélioration graduelle de la situation. À l'heure actuelle, il n'y pas de volonté politique chez les pays qui livrent de contingents à la MONUSCO d'aller au-delà de la protection des populations. Cependant, sa force logistique pourrait à terme être utilisée par la force neutre envisagée par la CIRGL, mais la mise en place de cette force prend du temps et elle ne représente pas une alternative à la MONUSCO. Elle devrait probablement s'appuyer tout ou en partie sur la MONUSCO qui est déjà présente sur le terrain. Toutes les modalités : mandat, financement, contribution de troupes, autorisation du conseil de sécurité, coordination, commandement, etc. devraient encore être définies.

En RDC, le ministre a pu noter une certaine volonté de la part des autorités congolaises d'améliorer le climat des affaires (dont le dépôt des instruments de ratification de l'OHADA) mais la situation reste cependant diffuse. Sur le plan agricole, un débat sur une possible modification de la loi agricole est en cours mais il n'y a rien de définitif à cet égard.

L'opposition ainsi que la société civile demandent une réforme en profondeur de la CENI mais à l'heure actuelle, les textes portant cette réforme n'ont pas encore été votés. Dans ce même cadre électoral, le ministre précise que la réforme des autorités judiciaires n'a pas non plus été approuvée.

S'agissant de la disparition d'Eugène Diomi Ndongala, président de la « Démocratie chrétienne », le ministre peut confirmer que celui-ci a été arrêté mais ajoute qu'il n'en sait pas plus à ce stade quant aux raisons de son arrestation. Notre ambassade à Kinshasa suit cette affaire de près.

Le projet de décentralisation de l'État congolais comprend en effet une division en un plus grand nombre de provinces, mais cela ne revêt pas un caractère extrêmement urgent. Il faut maintenant organiser des élections locales et provinciales dans les meilleures conditions possibles parce qu'elles permettent l'émergence d'une nouvelle génération politique et permettrait surtout l'ancrage de la démocratie au niveau local.

À l'Hôpital de Panzi, à Bukavu, le ministre a rencontré des victimes de violence sexuelle. Avoir l'occasion de rencontrer de visu ces femmes donne une tout autre dimension à la perception de ce drame.

La RDC et le Rwanda figurent parmi les premiers partenaires de la Belgique pour la coopération au développement. Vu son expertise et son rôle historique, notre pays est sollicité par la communauté internationale pour donner son avis sur les problèmes

heeft geholpen en dat hij in het zuiden van Kivu waarschijnlijk heeft bijgedragen tot de geleidelijke verbetering van de toestand. Momenteel is er bij de landen die contingenten aan de MONUSCO leveren geen politieke wil om verder te gaan dan het beschermen van de bevolking. Zijn logistieke mogelijkheden kunnen op termijn echter worden gebruikt door de neutrale strijd macht die door het CIRGL wordt vooropgesteld, maar de totstandkoming van die strijd macht vergt tijd en ze is geen alternatief voor de MONUSCO. Ze zal waarschijnlijk geheel of gedeeltelijk moeten steunen op de MONUSCO, die reeds in het veld aanwezig is. Alle modaliteiten zoals mandaat, financiering, bijdragen van manschappen, instemming van de Veiligheidsraad, coördinatie, commando, enz. moeten nog worden vastgelegd.

De minister heeft in de DRC bij de Congolese autoriteiten enige wil ontwaard om het klimaat te verbeteren (zoals blijkt uit het indienen van de instrumenten ter ratificatie van OHADA), maar de toestand blijft toch diffuus. Wat de landbouw betreft, loopt er een debat over een mogelijke wijziging van de landbouwwet, maar wat dat betreft is er nog niets definitief.

De oppositie en het maatschappelijk middenveld vragen een diepgaande hervorming van de CENI, maar momenteel is nog niet gestemd over de teksten houdende die hervorming. In diezelfde electorale context meldt de minister dat de hervorming van de gerechtelijke autoriteiten evenmin al is goedgekeurd.

Over de verdwijning van Eugène Diomi Ndongala, voorzitter van de « *Démocratie chrétienne* » kan de minister bevestigen dat hij werd gearresteerd maar hij beschikt nog niet over verdere informatie in verband met de redenen hiervan. Dit wordt van nabij opgevolgd door onze ambassade in Kinshasa.

Het ontwerp van decentralisering van de Congolese Staat omvat immers de opdeling in meer provincies, maar dat is niet erg dringend. Er moeten nu lokale en provinciale verkiezingen worden georganiseerd in de best mogelijke omstandigheden, omdat die verkiezingen het mogelijk maken dat er een nieuwe politieke generatie opstaat en vooral zal zorgen voor de verankering van de democratie op lokaal niveau.

In het ziekenhuis van Panzi, in Bukavu, heeft de minister slachtoffers van seksueel geweld ontmoet. Wanneer men de gelegenheid krijgt die vrouwen in levende lijve te ontmoeten, krijgt men een heel andere indruk van dat drama.

De DRC en Rwanda behoren tot de belangrijkste partners van België inzake ontwikkelingssamenwerking. Door zijn deskundigheid en zijn historische rol wordt ons land door de internationale gemeenschap aangezocht om zijn mening over de problemen van

qui touchent l'Afrique centrale et surtout pour maintenir ce dossier à l'agenda international.

Le ministre considère qu'il est important que la Belgique s'inscrive dans la coordination européenne en ce qui concerne l'aide au développement accordée à l'Afrique centrale dont la RDC et le Rwanda.

Le ministre conclut qu'une action ne peut aboutir qu'avec le soutien des pays concernés, surtout à travers une coopération régionale accrue. L'Europe elle-même, avant le mouvement de l'unification européenne, était le théâtre de conflits sanglants et peut dès lors témoigner d'une expérience de résolution de ses propres conflits par une intégration régionale progressive.

* * *

Les rapporteurs,

Marie ARENA (S.),
Piet DEBRUYN (S.),
Juliette BOULET (CH.),
Georges DALLEMAGNE (CH.)

Les présidents,

Karl VANLOUWE (S.),
François-Xavier
de DONNEA (CH.)

Centraal-Afrika te geven en vooral om dat dossier op de internationale agenda te houden.

De minister meent dat het belangrijk is dat België zich aansluit bij de Europese coördinatie inzake de ontwikkelingshulp aan centraal Afrika, waaronder de DRC en Rwanda.

De minister besluit dat een optreden slechts succesvol kan zijn met de steun van de betreffende landen, vooral door meer regionale coöperatie. Europa zelf was voor de beweging van de Europese eenmaking het toneel van bloedige conflicten en kan dus getuigenis afleggen van de ervaring dat het de eigen conflicten heeft opgelost door een geleidelijke regionale integratie.

* * *

De rapporteurs,

Marie ARENA (S.),
Piet DEBRUYN (S.),
Juliette BOULET (K.),
Georges DALLEMAGNE (K.)

De voorzitters,

Karl VANLOUWE (S.),
François-Xavier
de DONNEA (K.)

